



Madame la directrice académique,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

Nous n'étions pas prêts.

La carte scolaire de rentrée est particulière. Les écoles ont déjà commencé à fonctionner. Pour ne pas mettre en difficulté des écoles, pour ne pas accentuer ou limiter davantage les brassages, il ne devrait y avoir aucune mesure négative mais seulement des réponses positives aux besoins repérés, passés ou présents. Or deux écoles sont menacées de perdre un poste et devraient alors tout repenser, tout réorganiser.

Nous souhaitons apporter un point de précision sur les instances, puisque plusieurs partenaires ont souhaité boycotter le CDEN initialement prévu vendredi dernier et qui devait alors être reconduit mercredi. Nous devons vous faire part de notre étonnement de la phrase qui accompagnait l'information de report, je cite :
« Les mesures d'accompagnement pédagogique envisagées à l'issue des comptages réalisés au plus vite par les inspectrices et inspecteurs de l'Éducation nationale le mardi 1^{er} et aujourd'hui jeudi 3 septembre, présentés en CDEN, ne pourront malheureusement pas être mises en œuvre avant le lundi 14 septembre. »

Cette phrase manque cruellement de neutralité, le « malheureusement » employé enfonçant le clou.

Pourtant vous aviez convoqué les représentants des personnels le matin même du CDEN, sans aucun document de travail en amont. Elles et ils découvraient la situation des écoles le matin même. Or certains chiffres que vous nous avez annoncés ne correspondaient pas aux remontées que nous avons de notre côté auprès des écoles. Et vous souhaitiez convoquer l'ensemble des représentant.e.s des partenaires de l'école, là encore sans document de travail préalable concernant la carte scolaire premier degré. Comment vouliez-vous Madame la Directrice Académique, que nous puissions alors travailler ? Avoir le recul nécessaire ? Le temps de réflexion ? C'est pour ces raisons que les représentants des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale, de la Fédération des Parents d'Elèves, des personnels de l'Éducation Nationale ont souhaité ce boycott. Notre rôle est consultatif et nous souhaitons pouvoir le jouer pleinement, en disposant de l'ensemble des éléments suffisamment en amont.

Nous n'étions pas prêts.

Les nouvelles circonscriptions ont été travaillées et mises en œuvre en petit comité dès le mois de février et pourtant, à la rentrée, nous, personnels, parents, DDEN, ne disposons toujours pas de carte des circonscriptions sur le site, ni organigramme. Dans certaines circonscriptions, les coordonnées n'ont été données aux écoles qu'une fois la rentrée déjà effectuée ! Comprenez vous alors que nous puissions ressentir un manque de considération de notre Institution à notre égard ? Sans parler du tohu bohu que cela a dû être pour les secrétaires de circonscription elles-mêmes !

Pour rappel nous vous avons demandé de reporter ce projet, pour éviter des complications pour une rentrée qu'on savait incertaine. Le cafouillage que nous craignons a pourtant eu lieu, puisque vous n'avez jugé bon de nous entendre.

Sommes-nous prêts ?

Les collègues ont repris le chemin de l'école, mais avec quelle sécurité ? Les collègues fragiles auront droit à un masque plus protecteur que les autres. C'est peu rassurant sur l'efficacité des autres masques pour la majorité des collègues qui dans le premier degré, rappelons-le, feront leur métier dans un environnement clos avec un public sans masque.

Le nouveau protocole indique que, là où c'est possible, il faut mettre en place la distanciation physique. Mais quand on voit dans les facultés les étudiants assis sur un siège sur deux, on peut s'étonner que pour les lycéens, les collégiens et les élèves de primaire cette distanciation soit soumise aux locaux. L'École doit accueillir ses

élèves, mais doit-elle le faire à n'importe quel prix sanitaire ?

Sommes nous prêts

à assurer en cas de reconfinement total ou partiel, en cas de fermetures d'écoles, à assurer la continuité pédagogique en distanciel ? Avons nous tiré les leçons de cette longue période de confinement ? En avons nous fait le bilan ? La communauté éducative est-elle prête, tous les enseignant.e.s, parents et élèves sont ils suffisamment équipés, les serveurs académiques sont-ils suffisamment stables pour qu'un éventuel retour en distanciel se passe de façon optimale ?

Sommes-nous prêts ?

Lors de la première vague, des erreurs ont été commises, notamment de donner des informations trop tardives et parfois contradictoires. Avec un protocole sanitaire finalisé, communiqué l'avant-veille de la rentrée, un dimanche, cela nous rappelle furieusement ce qui s'est déjà produit. Les consignes changent régulièrement sans que l'information ne transite de manière claire. Tout le monde doit maintenant porter un masque à moins de 50m des écoles. Les institutions devraient pouvoir gagner en efficacité pour que l'information parvienne à toutes et tous le plus rapidement, et éviter qu'on ne reçoive plusieurs fois la même information de canaux différents.

Sommes-nous aussi prêts que dans le privé ?

Il semblerait y avoir une disparité sur le périscolaire. Là où l'école publique doit restreindre son amplitude horaire de garderie, supprimer des études surveillées, le privé affiche dans la même commune des horaires inchangés.

Plusieurs familles se retrouvent en grande difficulté.

Les enseignant.e.s et directeurs et directrices d'écoles sont également inquiets.

En effet, ces décisions auront un impact lourd sur le temps péri-scolaire ainsi que sur le temps scolaire.

Un dialogue avec la Mairie de Rodez doit être engagé pour trouver des solutions.

Beaucoup d'écoles publiques connaissent des baisses d'effectifs, alors même que certains parents sont contraints d'inscrire leurs enfants dans un village où seule une école privée existe avec des effectifs en constante progression atteignant les 60 élèves, comme c'est le cas pour Colombières. N'est-il pas envisageable d'y créer une école publique ?

Dans ces deux situations, il y a urgence à soutenir l'école publique.

Sommes-nous vraiment prêts ?

Notre ministre annonce que oui. Il dit avoir tout anticiper. Cela nous rappelle son discours lors de la première vague. Cela nous rappelle également vos propos tenus, Madame la directrice Académique, en visio-conférence devant les enseignants et les élus où vous assuriez qu'il n'y aurait pas de souci. La réalité a montré que sans le démerdantiel de la communauté éducative, nous n'aurions pas réussi.

Sommes-nous prêts cette fois ?

